

Dialogue social : François Bayrou entame un round de consultations avec les leaders patronaux et syndicaux

Le Premier ministre va commencer à recevoir ce mardi les partenaires sociaux à Matignon. En matière de dialogue social, il s'inscrit dans la **continuité** de son prédécesseur.

Les Echos Par [Leïla de Comarmond](#) publié le 6 janv. 2025 à 19:07 Mis à jour le 6 janv. 2025 à 19:21

Alors que le gouvernement s'attache à trouver l'étroit chemin qui lui permette d'éviter la censure sur les textes budgétaires, tous les regards sont tournés vers les consultations engagées par les ministères de l'Economie et des Affaires sociales avec les partis politiques. Mais en parallèle, François Bayrou s'apprête à lancer une autre consultation, celle des **partenaires sociaux**.

A quelques jours de sa déclaration de politique générale, prévue le 14 janvier, le nouveau Premier ministre ne dérogera pas à la tradition : il va commencer à recevoir cette semaine [les leaders patronaux et syndicaux](#).

Le premier à se rendre à Matignon sera Patrick Martin, le président du Medef, ce mardi matin.

Suivra en fin d'après-midi Marylise Léon, secrétaire générale de la CFDT, avant François Asselin, qui doit passer la main [à la tête de la CPME](#) le 21 janvier. Sophie Binet, la leader de la CGT, elle, sera reçue mercredi, et Frédéric Souillot de FO, François Hommeril de la CFE-CGC et Michel Picon de l'U2P jeudi. Cyril Chabanier, de la CFTC, clôturera cette série de rendez-vous lundi prochain, quand le Premier ministre entamera des entretiens [avec les syndicats agricoles](#).

Première prise de contact

L'enjeu de cette première prise de contact est moins symbolique que lors de l'entrée en fonction de Michel Barnier.

Ce dernier avait succédé à Gabriel Attal, arc-bouté notamment sur son projet de durcir encore les conditions d'indemnisation des chômeurs dénoncé par les syndicats.

A son arrivée, l'ancien commissaire européen avait imprimé une nouvelle dynamique. Il avait redonné la main aux acteurs sociaux sur l'assurance-chômage qui avaient signé dans la foulée trois accords, sur l'Unédic, donc, sur les seniors et sur la durée des mandats des élus du personnel.

Le maintien d'Astrid Panosyan-Bouvet à son poste de ministre du Travail, même chapeautée par Catherine Vautrin, a envoyé un message de **continuité** qu'ont bien noté les partenaires sociaux.

« Le Premier ministre est très attaché au dialogue social », souligne son entourage. Il lui reste à leur donner du grain à moudre. Et réussir à durer...

Les rendez-vous de François Bayrou avec le patronat et les syndicats interviennent alors que, quelques jours après la nomination du président du Modem à Matignon, la quasi-totalité des partenaires sociaux (tous sauf la CGT) ont alerté dans une tribune commune les « élus et responsables politiques » sur « le risque d'une crise économique aux conséquences sociales dramatiques » que fait peser « l'instabilité dans laquelle a basculé notre pays » avec la censure.

Cette déclaration n'a pas échappé au Premier ministre.

Mais l'avertissement ne constitue pas pour autant un blanc-seing a priori.

Ainsi, si le patronat s'est fait une raison sur la surtaxe d'IS, il compte bien empêcher que d'autres mesures suivent et attend notamment l'abandon de la mesure prévue sous le gouvernement Barnier qui renchérisait le coût du travail.

Dialogue intersyndical très fort

François Bayrou est aussi attendu par les confédérations, comme la gauche, sur **les retraites**, mais aussi le **pouvoir d'achat**, les menaces sur **l'emploi** et **la réforme du RSA** ou **l'avenir de la fonction publique**, sur laquelle l'éviction de Guillaume Kasbarian et la nomination de Laurent Marcangeli ont envoyé un message d'apaisement.

Le Premier ministre devra compter avec un **dialogue intersyndical très fort**.

Si elles continuent de cultiver chacune leur individualité, depuis le conflit sur la réforme des retraites de 2023, les organisations de salariés n'ont cessé de se parler.

Quelques jours après la censure du gouvernement Barnier, les huit syndicats français ont publié une déclaration commune appelant le chef de l'Etat et l'ensemble des acteurs « à faire primer l'intérêt général » et à recentrer le débat sur les « nombreux sujets de préoccupations du quotidien ».